

VOTE DE CONFIANCE AU CABINET PAR 378 VOIX CONTRE 1. — M. TURMEL REVIENT

# EXCELSIOR

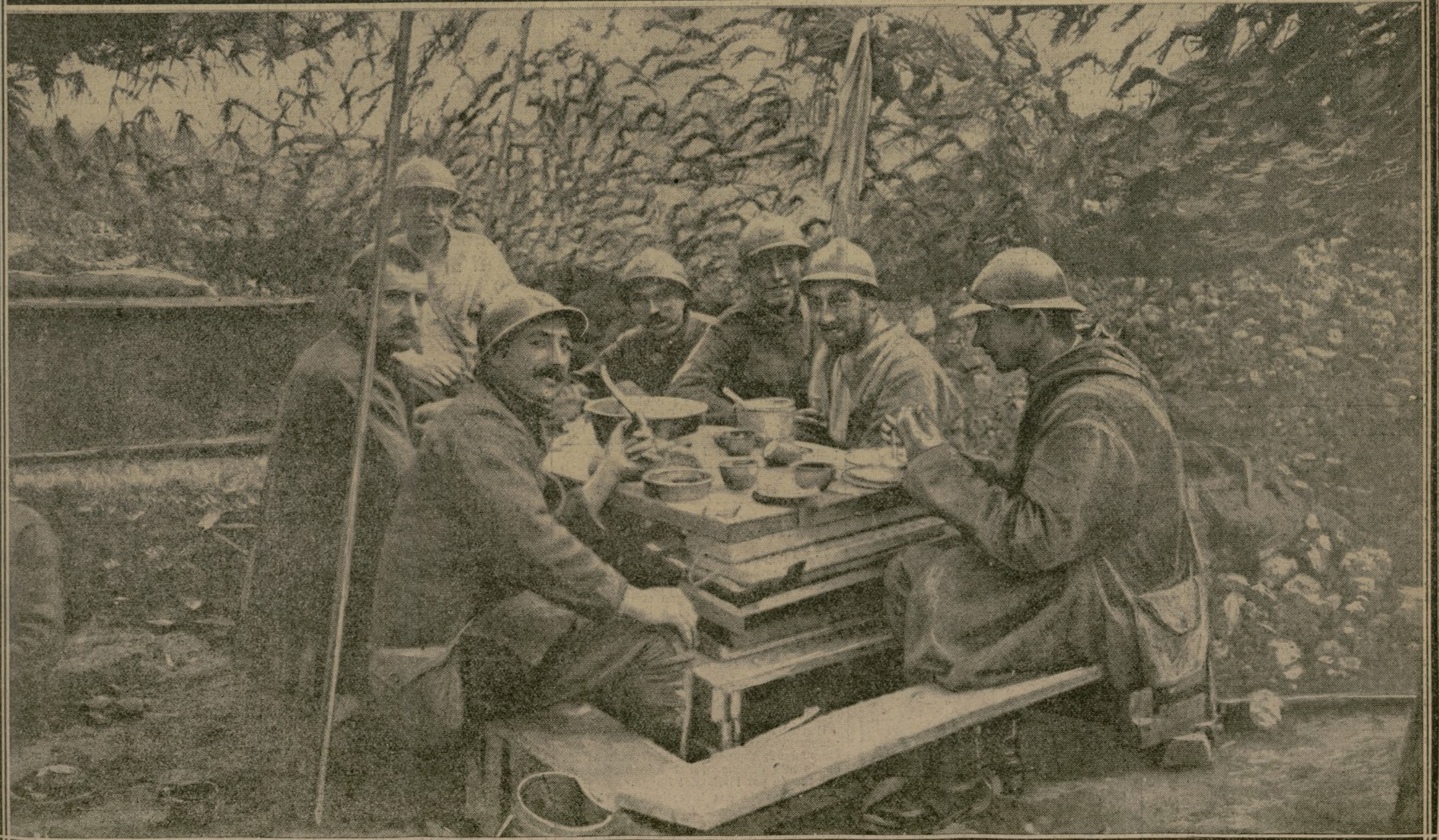
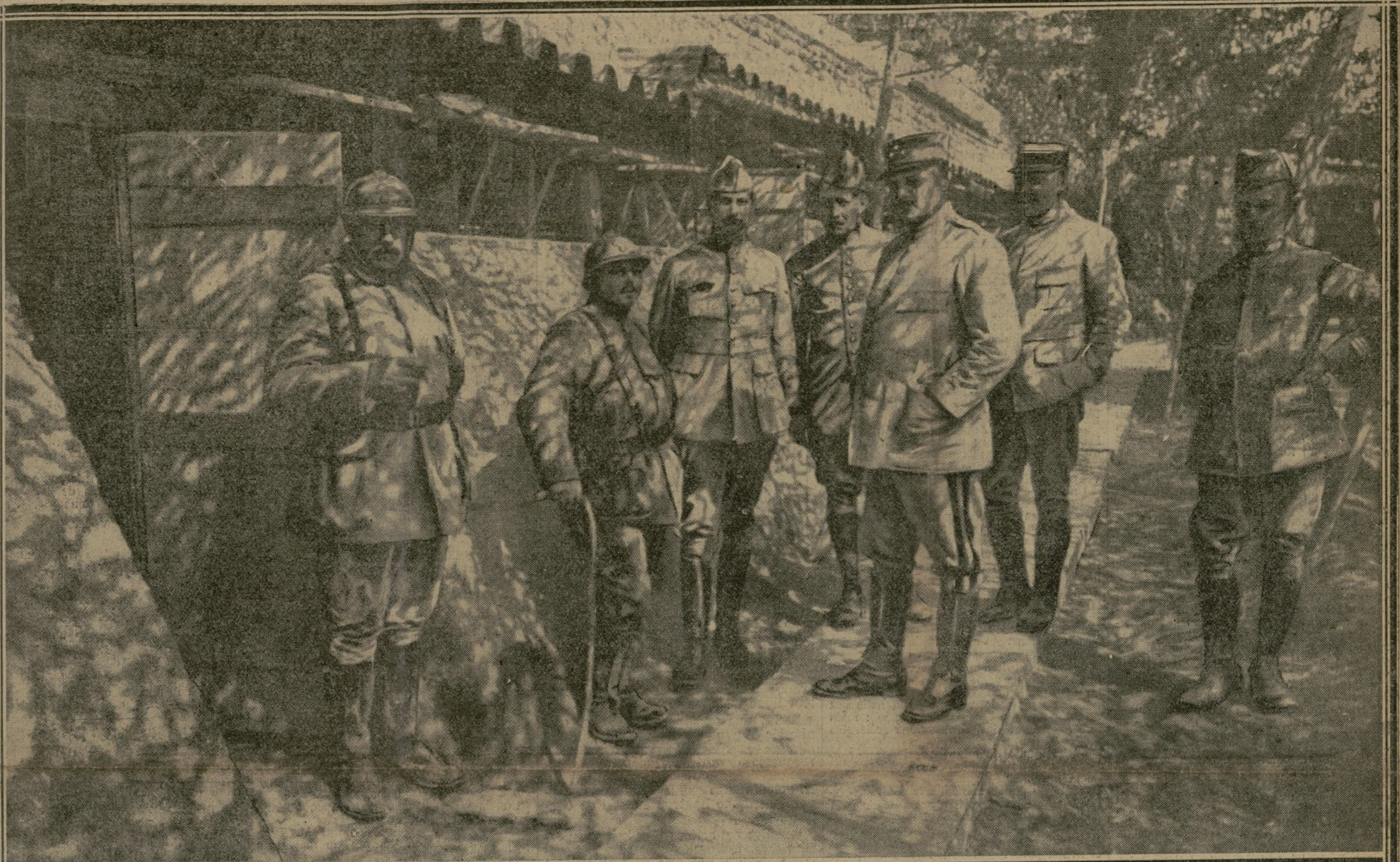
Huitième année. — N° 2501. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Jeudi  
**20**  
SEPTEMBRE  
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris  
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00  
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées  
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45  
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS  
TARIF DES ABONNEMENTS :  
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.  
Etranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.  
PUBLICITÉ : 11, B° des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88  
"PIERRE LAFITTE, FONDATEUR"

## PITTORESQUES ASPECTS D'ABRIS CAMOUFLÉS



### LE POSTE DE COMMANDEMENT D'UN GÉNÉRAL. — L'HEURE DE LA SOUPE SOUS LES OMBRAGES D'UN FILET

On a souvent publié des photographies représentant des pièces de canon qu'un camouflage habile masquait à la vue de l'ennemi. Mais plus rarement parurent des documents montrant des abris que protègent des toiles et des filets dont l'observateur aérien

le plus expérimenté ne saurait découvrir la présence. Voici : 1° Le poste de commandement d'un général; les taches de soleil, passant à travers les mailles du voile, miroitent étrangement. 2° Des soldats prenant leur repas près d'une batterie d'artillerie.



# VOTE DE CONFIANCE AU CABINET PAINLEVÉ

Par 368 voix contre 0, la Chambre approuve les déclarations du gouvernement sur sa politique intérieure et sur nos buts de guerre.

Le grand débat politique qui s'était institué mardi, après la lecture de la déclaration ministérielle, a pris fin hier soir par le vote d'un ordre du jour de confiance au gouvernement.

Comme on le verra plus loin, M. Painlevé, président du Conseil, a nettement affirmé sa volonté de maintenir à l'intérieur le moral de la nation, l'ordre et la discipline, cela sans répression inutile comme sans faiblesse. M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, a été amené à indiquer, une fois de plus, les buts de guerre de la France qui seront précisés, s'il y a lieu, d'accord entre les Alliés, lorsque les empires centraux auront répondu à la note du pape.

La discussion reprit par un excellent discours de M. Lemeroy.

Le député de la Martinique est jeune et il a du talent. Il mit quelque chaleur à adjoindre le gouvernement d'organiser la conduite de la guerre qui, selon lui, ne doit pas être l'affaire exclusive de militaires; d'intensifier la production du pays et d'avoir une doctrine claire sur la victoire et sur la paix.

Après M. Frédéric Brunet, qui interpellait sur la réponse à faire à la note du pape, M. Victor Boret posa au gouvernement une question précise :

— Peut-il, demanda-t-il, donner l'assurance que, pour l'année 1917-1918, la France ne manquera pas de pain, que les chevaux ne manqueront pas d'avoine, que le bétail ne manquera pas de fourrage ?

M. Painlevé répondit ensuite aux interpellateurs.

Rapidement, sans s'arrêter aux questions de personnes, se défendant seulement d'avoir eu la pensée d'accroître sa majorité en accroissant le nombre des ministres et des sous-secrétaires d'Etat, le président du Conseil arriva au fond du débat.

## La collaboration des socialistes

— Je me présente, dit-il, devant vous, chargé d'une des plus redoutables responsabilités que puissent porter des épaules humaines : je ne les ai pas cherchées, j'aurais préféré rester dans ce ministère de la Guerre où j'ai peut-être rendu quelques services. Quand M. Ribot a cru devoir remanier son ministère, je lui ai apporté sans réserves ma collaboration ; lorsque M. Albert Thomas, pour obéir à son parti, a dû retirer son concours au nouveau ministère, j'ai fait un suprême effort auprès de lui ; je n'ai pas réussi. J'ai estimé qu'il fallait un suprême effort — et je l'ai tenté — pour obtenir la collaboration de ministres socialistes.

— On a parlé de combinaisons de couloirs. Ma seule intrigue a été de tenter de réaliser l'union nationale qui me semblait plus utile que jamais. J'ai échoué dans mon désir de m'assurer la collaboration des socialistes. Je proclame hautement que je le regrette.

On applaudit chaleureusement sur de nombreux bancs.

Le président du Conseil déclara qu'il ne concevait pas une politique de répression et de brutalité, mais la discipline patriotiquement consentie, se refusant à confondre avec les manœuvres au profit de l'étranger les revendications effectuées dans le cadre de la loi par des populations laborieuses.

Par suite des divisions régnant entre les divers services de police, un certain monde interlope a pu se soustraire à la vindicte des lois. Des personnages vivant sur les confins obscurs de la finance, de la politique, de la presse et de la police échappaient aux recherches d'une administration en offrant leurs services à une autre.

M. Painlevé affirma que cet état de choses allait cesser, que des mesures ont été prises pour établir l'unité dans les services qui doivent assurer la tranquillité de la nation.

## La justice suivra son cours inflexible

— Les affaires en cours sont aux mains de la justice, qui suivra son cours inflexible, dit le président du Conseil aux applaudissements de la Chambre. Mais je demande au Parlement, à l'opinion publique, à la presse qu'une certaine mesure soit apportée dans l'exploitation de ces scandales. Il ne faut pas que les défilés criminels de quelques-uns des cas individuels isolés répandent dans le pays une atmosphère de trouble et de soupçon.

En ce qui concerne la censure, le gouvernement s'adressera à la discipline et au patriotisme de la presse elle-même pour

faire cesser les malentendus. Mais les instructions données devront être respectées.

M. Painlevé reconnut la gravité du problème du ravitaillement et la nécessité de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent. « Rapidité et énergie », telle sera sa formule. Il ajouta qu'il s'appliquerait à aplanir les petites difficultés qui pourraient surgir entre la Chambre et le gouvernement au sujet du contrôle parlementaire.

Le président du Conseil fit enfin appel à la confiance de la Chambre :

— Si vous croyez que la tâche dépasse nos forces, dit-il à ses collègues, dites-le tout de suite franchement, je reprendrai sans amertume ma place dans le rang. Le pire qui pourrait arriver, c'est qu'il y ait un gouvernement qui n'ait ni la force de vivre ni la force de mourir.

« Si vous croyez que le gouvernement qui est devant vous peut faire face aux difficultés de l'heure présente, votre confiance lui donnera le pouvoir d'agir et sa volonté lui en donnera la force. »

De vifs applaudissements accueillirent cette péroraison.

## M. Ribot à la tribune

Le débat semblait épuisé quand une question de M. Emile Constant, sur la date de la publication des documents diplomatiques, amena M. Ribot à la tribune.

Le ministre des Affaires étrangères rappela qu'il avait déclaré, il y a quelques mois, que nous n'avions pas de diplomatie secrète et promis de publier les documents relatifs aux tractations diplomatiques avec les Alliés.

— Ces documents sont prêts, dit-il, je peux les publier demain ; mais nous avons des alliés avec qui nous devons marcher la main dans la main, et c'est de Petrograd que m'est venue la prière d'en différer la publication.

Une fois de plus, M. Ribot s'expliqua sur nos conditions de paix.

— Ce que nous voulons, s'écria-t-il avec force, je l'ai dit sur la tombe de ceux qui sont tombés pour le pays. C'est le droit ! Quand nous demandons la restitution de l'Alsace-Lorraine, nous sommes les champions du droit violé et nous réclamons du monde la préface indispensable d'une paix durable, la réparation de l'injustice commise il y a quarante-cinq ans. Si l'on ne fait pas cela, on ne fait rien !

Chaleureusement applaudi, le ministre des Affaires étrangères poursuivit :

— La restitution de l'Alsace-Lorraine ne suffit pas, nous demandons des réparations. Ce n'est pas là une vengeance, une peine que nous voulons infliger à ceux qui nous ont attaqués, ce n'est pas une amende ; mais une réparation des destructions séculaires qu'ils ont commises.

« J'ai ajouté qu'il faut aussi des garanties. Ces garanties, elles sont dans la volonté de la nation elle-même, que vaudra la signature du gouvernement allemand si, derrière cette signature, il n'y a pas celle du peuple allemand lui-même ? »

M. Ribot ajouta que, d'accord avec nos alliés, nous attendons la réponse des empires centraux pour répondre à la note du pape. Le succès du ministre des Affaires étrangères fut très vif.

## Le vote

M. Renaudel vint déclarer qu'il s'abstenait avec ses amis socialistes, la constitution du ministère ne leur paraissant pas répondre aux nécessités de l'heure. Puis, après une véhémence protestation de M. Paul Puginier-Conti contre la tyrannie que M. Renaudel et ses amis prétendent, selon lui, faire peser sur l'Assemblée, on passa au vote.

Par 378 voix contre une, chiffres proclamés en séance, la Chambre adopta l'ordre du jour suivant, présenté par MM. Paul Laffont Louis Serre et, plusieurs de leurs collègues :

« La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement et confiante en lui pour poursuivre avec énergie la réalisation de son programme de guerre, passe à l'ordre du jour. »

Après rectification des votes, il fut établi que cet ordre du jour avait réuni l'unanimité des votants, soit 368.

A l'ouverture, M. Deschanel avait prononcé l'éloge de M. Armez, député des Côtes-du-Nord, décédé.

Séance aujourd'hui.

Leopold BLOND.

## M. Albert Lebrun présidera la commission du budget

M. Louis Marin a été élu rapporteur général

La commission du budget a élu hier son président et son rapporteur général, en remplacement de MM. L.-L. Klotz et Raoul Péret, devenus ministres dans le cabinet Painlevé.

M. Albert Lebrun a été élu président au second tour de scrutin, par 18 voix contre 14 à M. Simyan.

Le premier tour de scrutin avait donné les résultats suivants : M. Simyan, 15 voix ; M. Albert Lebrun, 9 ; M. J.-B. Abel, 9.

M. Louis Marin a été élu rapporteur général, au second tour également, par 17 voix contre 16 à M. Adrien Veber.

Au premier tour, les voix s'étaient ainsi réparties : M. Louis Marin, 13 voix ; M. Veber, 12 ; M. Emmanuel Brousse, 8. M. Emmanuel Brousse s'était désisté pour M. Marin.

Le nouveau président et le nouveau rapporteur général de la commission du budget représentent tous deux le département de Meurthe-et-Moselle.

Parlementaire très estimé, M. Albert Lebrun a été ministre dans les cabinets Cailhau, Poincaré et Doumergue. Il est inscrit au groupe des républicains de gauche.

M. Louis Marin, qui reste le seul représentant des trois circonscriptions de Nancy — les deux autres étaient le colonel Driant, tué à l'ennemi, et M. Ferri de Ludre, décédé l'an dernier — est certainement un des députés les plus sympathiques et peut-être

le plus laborieux de toute l'Assemblée. Rapporteur du budget des Affaires étrangères, il a montré dans l'examen des diverses



M. LEBRUN M. LOUIS MARIN

questions dont il a eu à s'occuper une réelle compétence et une facilité de travail extraordinaire.

# GRANDE ACTIVITÉ SUR LE FRONT ORIENTAL

Les Russes gagnent du terrain en Livonie et en Galicie.

## SUCCÈS ROUMAIN EN MOLDAVIE

La douzième armée russe a encore accompli quelques progrès à ses deux ailes : au nord de l'Aa livonien, nos alliés ont occupé le cimetière du village de Kipsal, qui fait face au village de Kronenberg, sur l'autre rive, et couvre cette dernière position ; sur la rive droite de la rivière Ogou, ils ont enlevé la métairie de Sadzen, à cinq kilomètres au sud-ouest d'Alt-Keipen.

La onzième armée, dont l'insuffisante résistance avait eu pour conséquence, au mois d'août, la perte de tout le terrain conquis en Galicie et en Bukovine, vient à son tour de reprendre l'offensive au nord de Husiatyn. On se souvient que



les Austro-Allemands avaient atteint la ligne du Zbrucz depuis Husiatyn jusqu'à son confluent avec le Dniester et que depuis lors tous leurs efforts, soit pour franchir le Zbrucz au sud, soit pour étendre leur avance jusqu'à la rivière plus au nord, étaient demeurés vains. Ils viennent d'être refoulés, au nord de Husiatyn, jusqu'à une dizaine de kilomètres à l'ouest du Zbrucz, vers Vassilikovtze et Mychkovtze, et cette avance menace de débordement toute leur ligne de Zbrucz.

Enfin, une certaine activité s'est manifestée de nouveau en Moldavie, où une attaque assez violente de l'ennemi a été repoussée devant la ligne de Pancu-Marasesci, sur la rive droite du Sereth, en même temps que les Roumains s'emparaient d'une hauteur au sud de Grozezi.

Ces diverses actions témoignent en faveur du moral des troupes russes et roumaines qui y ont pris part et rendent de plus en plus improbable une grande offensive de l'ennemi soit en Livonie, soit en Moldavie.

Jean VILLARS.

## Le gouvernement suédois persiste dans son attitude germanophile

STOCKHOLM, 19 septembre. — On est alarmé, au palais royal, du discours énergique que vient de prononcer M. Branting au sujet de la direction des affaires suédoises. La démission du cabinet conservateur Swartz, avant la réunion du nouveau Riksdag, où les gauches posséderont une majorité écrasante, serait destinée à permettre la formation d'un ministère moins avancé que celui qui pourrait résulter des premiers débats à la Chambre. Il s'agit donc de soustraire la constitution du gouvernement au contrôle parlementaire.

Comme « sanction » du scandale Luxembourg, M. Ewerlof, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, a été mis en congé. Il est remplacé par M. Westman, qui, de notoriété publique, était, sous le précédent cabinet, l'homme de confiance de M. Hammarskjöld. Sous couleur de donner une satisfaction à l'opinion publique suédoise et aux Alliés, c'est donc une politique de préférence à peine dissimulée pour l'Allemagne qui continue.

## L'affaire du chèque

Un des témoins, M. Sancerme, fait une déclaration qui constitue un réquisitoire.

L'audition de M. Sancerme s'est poursuivie hier après-midi, ainsi que nous l'avons annoncé. L'auteur du livre *Les Services de l'ennemi* a fait une longue et intéressante déclaration. Il a apporté à l'appui de ses déclarations des preuves et un faisceau de faits précis que le capitaine Bouchardon va immédiatement faire vérifier.

Témoignage accablant pour le Bonnet Rouge, M. Sancerme a exposé dans quelles conditions il avait été amené à connaître la genèse de la campagne pro-boche en France et à la combattre.

Il s'est longuement étendu sur les voyages successifs qu'il fit en Suisse, où des correspondants dignes de foi lui fournirent des documents dénonçant l'abominable campagne menée par le Bonnet Rouge.

Au cours de ses investigations à Lucerne, à Lausanne, à Berne et à Zurich, il acquit la preuve que des relations existaient entre Almeréyda, Duval, Marion et consorts et les agents de la propagande allemande. Ceux-ci se procuraient de nombreux exemplaires du Bonnet Rouge, qu'ils distribuaient à profusion en Suisse, d'où ils gagnaient l'Allemagne.

Nous croyons savoir que plusieurs arrestations seront opérées très prochainement.

# M. TURMEL REVIENT

Il sera entendu aujourd'hui par la commission chargée de statuer sur la suspension de l'immunité parlementaire.

## NOTRE ENQUÊTE : M. TURMEL ET SES CONVIVES

M. Turmel sera entendu cet après-midi, à deux heures, par la commission de la Chambre chargée de l'examen de la demande de poursuites dont il est l'objet.

Avisé, mardi soir, par un télégramme du secrétaire de la présidence de la Chambre, que la suspension de l'immunité parlementaire qui le couvre avait été demandée, le député des Côtes-du-Nord répondit, en effet, qu'il désirait être entendu par la commission. Hier matin, celle-ci, qui s'était réunie pour entendre la lecture du rapport de M. Laval, eut connaissance de cette réponse en allant précisément s'informer auprès de M. Deschanel si M. Turmel avait été touché par la dépêche l'avisant de la demande de poursuites dont il était l'objet. Elle décida aussitôt de déférer à son désir.

A l'issue de sa réunion, le procès-verbal suivant a été communiqué :

La commission chargée de l'examen de la demande de poursuites dirigées contre M. Turmel s'est réunie ce matin sous la présidence de M. Couénon.

Elle a approuvé à l'unanimité des membres le rapport de M. Laval.

Puis, à la suite d'une dépêche de M. Turmel, actuellement à Loudéac, demandant à être entendu par la commission, il a été décidé de surseoir au dépôt du rapport jusqu'après l'audition de l'intéressé, fixée à demain jeudi, deux heures.

Ajoutons que le rapport de M. Laval conclut à la suspension de l'immunité parlementaire, dans l'intérêt même de M. Turmel. Dix bureaux sur onze avaient d'ailleurs donné à leurs commissaires mandat impératif de se prononcer pour cette suspension.

Les conclusions du rapport de M. Laval seraient toutefois modifiées si un fait nouveau surgissait de l'audition de M. Turmel.

## L'information judiciaire

L'instruction de M. Gilbert a été marquée hier par une journée d'attente. Le magistrat instructeur a déjà reçu une quantité énorme de lettres, les unes anonymes, les autres signées, lui signalant des vérifications à effectuer. Les plus intéressantes ont été immédiatement transmises à la direction de la police judiciaire.

M. Gilbert entendra aujourd'hui deux témoins signalés par M. Dohée comme ayant été les intermédiaires dans l'affaire Gunzburger.

Le magistrat aurait déjà établi un rapprochement singulier. C'est dans ce même mois de mai que le député Turmel s'est rendu en Suisse, qu'il a touché les 27.000 francs en billets suisses, et que Duval a encaissé le montant du chèque de 150.000 francs. Cette concordance de dates ne laisse pas que d'être un peu troublante.

Quant aux 27.000 francs trouvés dans le vestiaire du député de Guingamp, il semblerait que cette somme provint d'un marché pour lequel des armes auraient été versées. L'opération n'ayant pas abouti, la somme resta acquise à M. Turmel, comme il est d'usage en pareil cas. Cela constituait, en quelque sorte, une option sur une affaire à conclure.

Attendant les explications que M. Turmel sera appelé à fournir au magistrat instructeur.

## Quelques anecdotes sur M. Turmel

Nous avons publié, hier, le démenti adressé à M. Turmel par la Banque fédérale de Zurich. Volontairement ou non, le député de Guingamp a fait une fausse déclaration sur la provenance des 27.000 francs en billets suisses découverts dans son vestiaire du Palais-Bourbon. L'affirmation de la Banque fédérale ne saurait, en effet, être mise en doute un seul instant.

On nous fait observer, toutefois, que M. Turmel a pu toucher de l'argent versé par la Banque fédérale, bien que son nom ne figure pas sur les registres de cette banque. Il se peut qu'il ait pris toutes ses dispositions pour ne paraître en rien dans une

opération financière ou commerciale et qu'il ait fait agir un intermédiaire.

De toute façon, ce n'est pas en France que M. Turmel a touché les 27.000 francs. Aucune banque, fût-elle en compte avec la Banque fédérale, n'aurait effectué ce paiement en billets suisses.

Il est d'ailleurs fort possible que le député ait eu recours à l'un des hommes d'affaires avec qui il se rencontrait presque quotidiennement dans un grand restaurant des environs de la Madeleine.

C'était certainement un de mes meilleurs clients, nous dit le propriétaire de l'établissement. Pas de jour où il ne vint dépenser une soixantaine de francs. La plupart du temps il prenait ici ses deux repas, précédés de copieux apéritifs, suivis de nombreux digestifs. Parfois il était accompagné de sa femme, de sa fille et de son fils, celui-ci mobilisé. Ces jours-là, l'addition était plus forte, comme de juste.

Est-ce qu'avant la guerre vous le comptiez au nombre de vos clients ?

— Il ne vient ici que depuis 18 mois environ.

Au reste, M. Turmel avait choisi ce restaurant pour y tenir ses assises. C'est là que venaient converser avec lui M. Dohée, M. Vitrac, M. L..., ancien avocat ; un autre M. L..., qui serait actuellement en froid avec le député ; et aussi un rédacteur du Bonnet Rouge, qui avait avec lui de longs entretiens.

Nous pouvons même préciser que M. Vitrac s'y est rencontré avec M. Turmel jeudi et vendredi de la semaine dernière, et qu'il y est revenu dans l'après-midi de lundi pour demander le député. Ce jour-là, M. Vitrac n'était donc pas souffrant, comme il le prétendit.

Inutile de dire que c'est toujours M. Turmel qui réglait les consommations. Il avait d'ailleurs l'habitude de faire les choses très largement.

Au mois de février dernier, une charrette transportant vingt sacs de charbon traversait la place de la Concorde. Il faisait très froid ; l'hiver menaçait de se prolonger. M. Turmel avisa le conducteur.

— Où portez-vous ce charbon ?... Avez-vous la facture acquittée ?... Deux cents francs pour vous, si vous portez ce charbon chez moi.

Le charretier ne se fit pas longuement prier. Le marché fut conclu et exécuté. Le vrai destinataire attend encore le combustible sur lequel il comptait.

Le fait a été rapporté par M. Turmel lui-même, entre deux portes.

Tout cela, évidemment, ne prouve rien. Mais ces quelques détails ne sont-ils pas autant de touches ajoutées à un portrait étrange ? — E. CH.

## M. TURMEL QUITTE LOUDÉAC

LOUDÉAC, 19 septembre. — Les vendeurs de journaux font ici des affaires d'or. C'est à qui des habitants sera le plus tôt et le mieux renseigné sur l'accusation portée contre M. le maire. Car M. Turmel, député de Guingamp, est maire de Loudéac.

Le démenti de la Banque Fédérale, dès qu'il a été connu de la population, a produit une grande sensation. On se précipite au-devant des journalistes quand ils passent pour leur demander des détails. Que répondre ? M. Turmel affirme avoir reçu l'argent de la Banque Fédérale. Celle-ci proteste énergiquement. En présence de ce démenti, le député se contente de répondre : « C'est mon secret et celui de la Chambre. » M. Turmel affirme d'ailleurs qu'il est innocent.

— La suspicion de haute trahison m'était très pénible, dit-il. Celle de commerce avec l'ennemi ne m'ément pas.

M. Turmel a quitté son domicile à 4 heures, muni d'un télégramme par lequel le gouvernement. Il arrivera demain matin à Paris.

## 500.000 recrues vont bientôt grossir l'armée américaine

LONDRES, 19 septembre. — On télégraphie de New-York au Daily Telegraph : « Il paraît certain qu'avant la dissolution des commissions régionales d'examen il sera fait, en vertu de la loi sur la conscription, un nouvel appel de 500.000 hommes pour l'armée nationale. »

« L'instruction des officiers se poursuit d'une façon merveilleuse, et désormais c'est du rang que sortiront tous les officiers promus. »

« Tous les grands camps du Sud sont maintenant à la veille d'être prêts et les exercices d'entraînement, qui commenceront dès l'automne, pourront se poursuivre pendant tout l'hiver. »

## Rupture imminente de Costa-Rica avec l'Allemagne

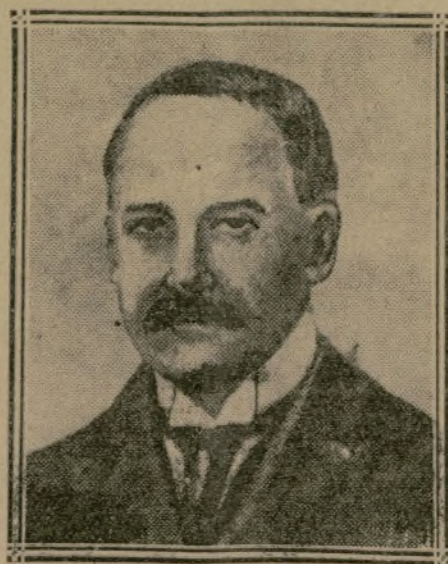
NEW-YORK, 19 septembre. — D'après une dépêche de San-José, les relations diplomatiques peuvent être considérées comme rompues entre la République de Costa-Rica et l'Allemagne.

Le président Tinoco a, en effet, des preuves non contestables de la participation des résidents allemands au mouvement révolutionnaire préparé par l'ancien président Alfredo Gonzalez contre le gouvernement actuel.

Trois Allemands notables ont été arrêtés et des ordres donnés pour que tous les sujets allemands qui habitent les villes de la côte soient internés.

## Vapeur anglais perdu au large de Tarragone

MADRID, 19 septembre. — On mande de Tarragone qu'un navire anglais s'est échoué à Tortosa, près de San-Carlos. Ce navire portait une cargaison de denrées et de charbon à destination de Gènes.



LE BARON VON DEN BUSCHE

marché auprès de la légation suédoise en Argentine, est le même personnage que ce von den Busche, qui, ministre d'Allemagne à Bucarest, avait, on le sait, caché des bombes et des bombes empoisonnées dans le jardin de sa légation. (Information.)

ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19 PIGIER  
Rue de Rivoli, 53  
Commerces, Comptabilité, Sténo-Dactyle, Langues, etc.



Deux coqs vivaient en paix : une poule survint.  
Dans ces trois derniers mots le malheur des frères Delausne tenait tout entier, trois mois avant la guerre.  
Auparavant, leur accord était le plus parfait du monde. Jamais rien, dans leur enfance ni dans leur adolescence, ne les avait divisés. Non pas qu'ils fussent perpétuellement du même avis ; mais ils se chérissaient assez pour s'entendre jusque dans leurs divergences. Notons leur goût commun d'ailleurs pour la controverse, leurs cordiaux efforts pour se persuader mutuellement. Ils gardaient la curiosité de leurs réactions dans les plus minimes circonstances et ne cessaient de s'étudier l'un l'autre, ouvertement.  
— Je ne serais pas comme toi, déclarait Marc.  
— Savoir, répondait Philippe.  
Et, par le menu, ils s'expliquaient, s'apaisaient, comparaient, concluaient.  
Chaque conclusion les rapprochait davantage. Ils s'estimaient. — Estime, pierre angulaire de l'amitié. — Car Philippe et Marc étaient mieux que des frères, étant des amis véritables.  
Leur destin les avait mis l'un près de l'autre dans cet obscur berceau qu'est le sein maternel ; et il s'en était fallu de bien peu de minutes qu'ils ne vissent la lumière ensemble pour la toute première fois. Ils avaient grandi au même lieu, suivi les mêmes études, ex aequo, obéi à la même vocation : ils n'avaient, cependant, jamais souffert de cet ennui que distillent, à la fin, deux manières de penser constamment identiques. Bref, Marc avait l'impression charmante de son choix fait pour Philippe, et Philippe de son choix pour Marc.  
Cinq ans après leur naissance, deux jumelles naquirent, à leur tour, dans la maison la plus voisine. Je ne le fais pas exprès. C'est ainsi. La propriété familiale des deux frères touchait par son jardin au jardin de la propriété familiale des deux sœurs. De longue date, les parents se fréquentaient. Et qu'il fût écrit que Marc se fiançait à Julie et Philippe à Marie, je n'y puis rien non plus.  
Les doubles accords furent célébrés dans un dîner auquel je fus convié. C'était le 27 avril 1914.

Nous étions au champagne, et je buvais à la félicité des deux futurs ménages, quand il se produisit quelque chose ; quelque chose, mon Dieu ! d'assez banal. Mais sait-on ce que le banal peut engendrer d'affreux ? On vint nous dire qu'une automobile avait assez rudement versé dans le fossé, près de la grille. Le chauffeur était indemne ; mais la dame qu'il transportait avait, certainement, un bras cassé.  
Par chance, ou, bien plutôt, malchance, notre hôte était médecin. Et c'est ainsi que le drame mit le pied et s'établit dans cette demeure. L'inconnue y resta trois semaines ; puis, parce que le pays lui plaisait, ou pour toute autre raison du diable, elle s'installa tout à proximité. C'était une de ces beautés saisissantes et dont on dit, à juste titre, qu'elles sont fatales. Nul homme ne la pouvait envisager sans dommage. Marc et Philippe se damneront pour elle, au premier instant. Mais ils surent se contenir de telle sorte que les deux sœurs ne purent en rien s'alarmer. Elles-mêmes subissaient l'attrait de l'impossible démons.  
Et les deux frères, tout de suite, s'étaient mis à se détester. Ils en étaient formellement à la haine quand la guerre éclata.

Ils partirent, côte à côte. C'était leur sort de ne se point quitter. Sort affreux, en l'occurrence. Leur mal croissait, monstrueusement. A cause de cette femme, qui les possédait sans leur avoir rien donné qu'un encouragement tacite à se déchirer pour elle, ils nourrissaient l'un pour l'autre des desseins meurtriers.  
Marc en était à souhaiter la mort de Philippe. Philippe, de son côté, appelait le trépas de Marc. Prodiges absurdes : une force ancienne — et comme mécanique — les contraignait à se protéger réciproquement. A diverses reprises, ils se sauvèrent la vie.  
Leur fureur en grandissait d'autant. Hâtons-nous, puisque, aussi bien, nous y sommes obligés.  
Ils revinrent chez eux, ensemble, pour sept jours. Sans s'être concertés (depuis longtemps ils ne se parlaient plus), ensemble, ils allèrent chez cette femme. Ils étaient résolus au pire, pour que cette femme décidât d'eux. Comme ils entraient, ils se croisèrent dans l'escalier avec une servante affolée.  
— Le chauffe-bain a éclaté. Madame est toute brûlée ! cria cette fille.  
Ils se ruèrent. Leur stupeur fut extrême de voir leur bourrelle debout.  
— Ce n'est rien, dit-elle.  
Mais elle n'avait plus ni cils ni sourcils ; et, pour si peu, toute la malignité de son charme était détruite.  
Elle leur parut laide. Ils se retirèrent, en balbutiant.  
Dehors, ils s'éteignirent...

Georges DOCQUOIS.

### Une fillette séquestrée

TOULOUSE, 19 septembre. — La police de la Sûreté a opéré une descente inopinée au plateau de la Colonne, dans une maison de la rue Picard occupée par les époux Auguste Camps. Ceux-ci avaient été dénoncés comme séquestrant et maltraitant une fillette de trois ans, Jeanne-Augustine Pams, confiée à leur garde, au mois de mai 1916, par ses parents qui habitent actuellement dans les environs de Rodez.  
Cette perquisition ayant permis de constater la réalité des faits, la femme Marie Camps a été arrêtée.

## TOUT LE BUREAU DU SOVIET A DONNÉ SA DÉMISSION

C'est pour protester contre la volonté des maximalistes de s'ingérer dans les actes du gouvernement

PETROGRAD, 15 septembre (retardée en transmission). — Le Soviet, ayant voté par 279 voix contre 115 une résolution maximaliste qui n'avait obtenu cette majorité que par suite de l'absence de la salle des séances de la plupart des députés soldats, s'est réuni de nouveau en séance plénière et a repoussé à une majorité écrasante la résolution maximaliste. Il a voté une résolution minimaliste ainsi conçue :  
« La situation tragique du pays rend nécessaire la constitution d'un pouvoir révolutionnaire fort et libre de tout compromis avec les éléments contre-révolutionnaires bourgeois. C'est pourquoi le Soviet a décidé :  
1° De convoquer aussitôt une conférence générale des représentants de tous les groupes démocratiques pour une solution de la question relative à la constitution d'un pouvoir capable de conduire le pays jusqu'à l'assemblée constituante.  
2° Jusqu'à la convocation de la conférence susmentionnée, le gouvernement actuel reste au pouvoir, travaillant en étroite union avec la démocratie révolutionnaire, qui est invitée à accorder au gouvernement son appui le plus énergique.  
3° Il faut que le gouvernement, prenant des mesures d'ordre, agisse en étroite contact avec le Comité de sécurité révolutionnaire.  
4° Les classes démocratiques de la population sont invitées à attendre patiemment les résolutions de la susdite conférence démocratique, et à s'abstenir de tout acte volontaire et illégal. »

### Le bureau du Soviet démissionne

LONDRES, 19 septembre. — On télégraphie de Petrograd :  
A la suite de la résolution des maximalistes, votée par l'assemblée plénière du Soviet, exigeant la prise de possession du pouvoir par les conseils des députés des ouvriers et des militaires, tout le bureau du Soviet a démissionné, notamment le président, M. Tchekidze, les vice-présidents : MM. Anisimov, Gots, Dan, Skobeleff, Tseretelli et Tchernoï.  
La réélection du bureau aura lieu à la prochaine séance.

### La Conférence démocratique est fixée au 25 septembre

PETROGRAD, 18 septembre. — La grande conférence démocratique est définitivement fixée au 25 septembre. Y participeront environ huit cents députés, tous invités par dépêches spéciales, qui leur expliquent la nécessité d'unir toutes les forces du pays pour organiser sa défense et la constitution d'un ferme pouvoir révolutionnaire.  
Dans tout le pays, on a commencé à préparer activement les élections à l'assemblée constituante.

### Le grand état-major est complètement réorganisé

PETROGRAD, 18 septembre. — On communique d'une source autorisée que la réorganisation du grand état-major est complètement terminée.  
Le nouveau haut commandement est déjà entré en fonctions.

## UN NOUVEAU DÉMENTI INFLIGÉ A M. TURMEL

C'est maintenant la maison d'importation suisse Gunzberger qui affirme ne pas le connaître

BERNE, 19 septembre. — La maison suisse d'importation de bétail, Gunzberger et Co., existant depuis plus de quarante ans à Bâle, communique qu'aucun membre ou employé de la maison n'a rien su jusqu'aujourd'hui de l'existence de M. Turmel.  
En 1916, M. Dothée avait offert des bœufs argentins pour l'importation suisse ; l'offre fut transmise au bureau fédéral d'importation de bétail et soumise au département suisse d'économie publique.  
Sur l'invitation du bureau, une correspondance fut engagée, laquelle est à la disposition des autorités françaises et du public ; le résultat fut que l'importation ne put pas être exécutée parce que M. Dothée ne fut pas en état de livrer.  
Ni de la part de Gunzberger et Co., ni de la part du bureau fédéral, une somme quelconque ne fut payée à Dothée, ni à une autre personnalité, et aucune pièce de bétail ne fut jamais importée.

### Le bruit de l'arrestation de M. Turmel a couru hier à Loudéac

LOUDEAC, 19 septembre. — Ce matin, M. Turmel s'est rendu pendant quelques instants à la mairie. En rentrant à son domicile il s'est dérobé aux reporters et aux photographes.  
Vers 2 heures, il est sorti seul sur la route du village de Cadelac où il a été rejoint et invité à revenir en ville.

Le bruit de son arrestation s'est vite répandu et de nombreux curieux attendaient dans la rue pour l'accompagner.

Mais il a été décidé qu'il se rendrait à Rennes en automobile pour rejoindre le train de Paris.

On prétend que la grosse acquisition que M. Turmel projetait était celle de la forêt de Loudéac, de quatre mille hectares, pour laquelle il recherchait un prêt de quatre cent mille francs, dont il a été question. (Havas.)

### L'« Amiral-Olry » torpillé

On nous communique la note suivante :  
Le 1<sup>er</sup> septembre, à 12 h. 30, dans la Méditerranée orientale, le vapeur Amiral-Olry est torpillé et l'évacuation des passagers est immédiatement organisée.  
Quatre hommes de l'équipage ont été tués par l'explosion de la torpille.

### Un message de l'auteur de « J'accuse »

Pas de paix durable sans victoire complète

Le docteur Hermann Rosemayer, le fameux auteur de « J'accuse », ex-rédacteur en chef du Morgen Post, et aujourd'hui rédacteur de la Freie Zeitung, le journal démocratique allemand qui se publie à Zurich, vient d'envoyer au New-York Times la dépêche suivante :

« Rien ne me chagrine davantage que de savoir qu'il y a, en Angleterre, des gens qui s'illusionnent sur la possibilité d'une paix durable sans une victoire complète sur l'Allemagne. »

## L'INCROYABLE AVENTURE DU MILLIONNAIRE SLATER

L'instruction ouverte sur la séquestration de l'Américain révèle des péripéties vraiment rocambolesques

GANNAT, 19 septembre. — C'est décidément une histoire absolument invraisemblable que celle de la séquestration de M. Samuel Slater, à la villa des Bouchaud, par son chauffeur, son amie et le tortionnaire Barrau. Le riche Américain, qui est actuellement à Vichy, où il se montre très généreux envers toutes les œuvres de solidarité patriotique, a été entendu, ces jours derniers, par les magistrats instructeurs. Il leur a fait connaître des détails nouveaux sur les moyens employés par la bande pour lui escroquer le plus d'argent possible.

On sait que M. Slater est en instance de divorce. Dans le courant du mois de novembre 1916, Biscaye lui conseilla de s'adresser à M<sup>re</sup> Henri-Robert, dont il lui vanta le talent et l'éloquence. Pour une somme de 25.000 francs seulement, le grand avocat parisien accepterait de se charger de la cause. Le chauffeur s'offrit pour entamer les négociations. M. Slater accepta. Biscaye partit pour Paris avec les 25.000 francs ; Aimée Roosmal l'accompagnait. Huit jours après, ils revinrent. M. Slater demanda des renseignements. Le chauffeur répondit de façon évasive, déclara qu'Henri-Robert était absent de Paris, mais que son secrétaire devait lui parler du divorce dès son retour.

Le lendemain, M. Slater était séquestré et placé sous la garde vigilante de Barrau, le portefaix carcassonnais.

Dès ce moment commence ce qu'on peut appeler le martyre de l'Américain.

Parmi les moyens employés pour le terroriser, la « Main noire » figure au premier plan. Ah ! la « Main noire » ! Quand il en parle, M. Slater ne peut se défendre d'un mouvement de crainte. Elle lui inspirait un tel effroi qu'il signait tous les chèques qu'on lui présentait pour en être débarrassé.

Un soir, Aimée Roosmal se précipita, affolée, dans la chambre de l'Américain. La « Main noire » venait de commettre un crime. Ayant voulu délivrer de ses chaînes M. Slater, le gardien Barrau avait été gravement blessé par des hommes inconnus qui dissimulèrent leur visage sous un foulard bleu de ciel.

Le portefaix carcassonnais s'était, justement, ce jour-là, absenté pendant quelques heures. Biscaye s'était chargé de la surveillance du séquestré.

L'instruction sera encore très longue. La bande Biscaye et Cie ne pourra pas comparaître avant le mois de janvier prochain devant la cour d'assises de l'Allier.

### Le prochain ministère suédois

STOCKHOLM, 19 septembre. — Dans les milieux politiques, on considère généralement que le prochain ministère de coalition qui remplacera le cabinet actuel aura une tendance nettement libérale.

Comme président du Conseil, le nom de M. Kelner, ancien président de la Cour suprême, est plus particulièrement prononcé.

Il se confirme que dans le cas où lui serait confiée la mission de former le ministère, M. Kelner ferait appel au concours de M. Branting, chef des gauches. (Radio.)

## Ce que l'on dit à l'étranger

LA DECLARATION MINISTERIELLE FRANÇAISE

Le Daily Chronicle :  
M. Painlevé a raison d'attacher la plus grande importance au maintien de l'unité morale de la population civile. La France ne cherche qu'à défendre sa liberté et son indépendance. Elle aspire à une paix juste. Nous sommes convaincus que ses paroles trouveront un très chaleureux accueil aux Etats-Unis.

Le Morning Post :  
On doit féliciter M. Painlevé du ton de son discours ; il contient une déclaration d'une importance toute particulière.

Après avoir parlé des efforts redoublés de l'ennemi pour briser la résistance morale de la France, il a annoncé que le gouvernement combattrait avec énergie les plans insidieux de l'adversaire et s'opposerait à tous ceux qui tenteraient de s'en faire l'instrument.

Le Daily Telegraph :  
Ainsi que l'a dit hier M. Painlevé, la volonté de vaincre de la France reste aujourd'hui aussi forte qu'à aucun moment de ces trois années de guerre.

La France ne hâte pas pour conquérir et pour se venger, elle défend son honneur national, son droit. On ne saurait lui contester ces droits si nous voulons sauver la liberté du monde.

Le Giornale d'Italia :  
Les déclarations du président du Conseil constituent une magnifique preuve des énergies toujours intactes qui animent la France.

M. Painlevé a prononcé une phrase qui, en France comme en Italie, devrait être l'Evangile pour les hommes de tous les partis, de toutes les tendances. Cette phrase, la voici : *Prolonger la guerre un jour de trop, ce serait commettre le plus grand crime de l'histoire ; mais l'interrompre un jour trop tôt, serait livrer la France au plus dégradant des sergents, à une misère matérielle et morale dont rien ne la délivrerait plus.*

Ces paroles sont dignes du chef du gouvernement d'une grande nation comme la France, nation qui, même dans les heures les plus tragiques et les plus douloureuses de son histoire, est restée au poste d'honneur et combat au nom de la liberté et de la civilisation dont elle fut toujours le soutien.

### La réponse de l'Autriche à la note de Benoît XV sera publiée samedi

BERNE, 19 septembre. — La Wiener Allgemeine Zeitung annonce, d'après un télégramme du Correspondenz-Bureau, que la réponse austro-hongroise sera publiée le 22 septembre.

Contrairement aux dires du Daily Telegraph, ce journal nie que la réponse contienne de nouvelles propositions de paix sensationnelles. Le document se borne à examiner en détail les suggestions du Saint-Siège.

Selon la Politische Correspondenz citée par la même agence, bien que la réponse se compose de quatre documents différents, les conditions essentielles qui y sont exposées présentent une parfaite unité.

Les journaux autrichiens du 18 septembre annoncent que l'empereur d'Autriche a reçu le nonce apostolique en audience particulière.

### Deux sous-marins allemands coulés

LONDRES, 19 septembre. — Les journaux danois annoncent que deux sous-marins allemands ont été coulés dans la mer du Nord.

### Le nouvel ambassadeur de Russie à Paris



M. MAKLAKOFF

qui va être nommé ambassadeur de Russie à Paris, orateur renommé, est un des chefs du bloc progressiste à l'ancienne Douma

### La Guerre par les Finances

#### LES MUNITIONS DU TRÉSOR

Les dernières conférences ont démontré l'accord des gouvernements alliés et leur volonté de poursuivre la lutte jusqu'à sa conclusion victorieuse.

La résolution des puissances de l'Entente s'affirme ainsi plus opiniâtre que jamais au moment même où tant de causes contribuent à affaiblir la résistance ennemie.

Continuons notre collaboration volontaire à l'effort du pays et participons à l'action qui s'impose à tous, en transformant les économies dont nous pouvons disposer en achats de Bons de la Défense Nationale.

Ces Bons sont de 100 fr., 500 fr., 1.000 fr. et au-dessus. Ils rapportent 5 % à l'échéance de 6 mois ou un an et 4 % à l'échéance de 3 mois.

L'intérêt exempt d'impôts est payable d'avance. C'est pourquoi, en achetant un Bon de 100 fr., l'acheteur n'a à verser que 95 fr. si le Bon est à échéance d'un an : 97.50 s'il est à échéance de 6 mois, et 99 fr. s'il est remboursable dans 3 mois. La différence constitue le profit du placement.



## LA COOPÉRATION ANGLAISE SUR LE FRONT RUSSE

d' **ESTOMAC** anciennes  
aumur La bte 5 f. 50 c. mand.